

Chômage et politique d'emploi

Hausse modérée du nombre de demandeurs d'emploi

La Bretagne connaît en 2015 une poursuite de la hausse de la demande d'emploi, plus modérée qu'en 2014, mais supérieure à la moyenne nationale. Les seniors et les chômeurs de longue durée sont les plus impactés. Cependant, le taux de chômage breton demeure toujours parmi les plus faibles des régions françaises. Dans ce contexte d'un marché du travail difficile, le nombre de bénéficiaires des mesures d'accompagnement et d'aides à l'emploi reste élevé.

Luc Goutard, Direccte

Quasi-stabilité du taux de chômage

En Bretagne, le taux de chômage s'élève à 8,9 % fin 2015, soit 0,1 point de moins que fin 2014. Ex-aequo avec les Pays de la Loire et la nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes et juste derrière l'Île-de-France, la Bretagne figure toujours parmi les régions ayant le plus faible taux de chômage. En France métropolitaine, le taux de chômage a également diminué de 0,1 point dans l'année et s'établit à 10 % de la population active au 4^e trimestre 2015 (*figure 1*).

À l'échelon infrarégional, l'Ille-et-Vilaine connaît la situation la plus favorable avec un taux de chômage de 8 % et une baisse de 0,2 point. Le Morbihan est le département le plus touché (9,5 %), les Côtes-d'Armor et le Finistère étant dans une situation intermédiaire avec un taux égal à 9,2 % (*figure 2*). Au niveau des zones d'emploi, le taux de chômage le plus faible se situe dans la zone d'emploi de Vitré (5,5 %) et le plus élevé dans celle de Guingamp (10,6 %). La baisse ou la stabilité du taux de chômage concerne l'ensemble des 18 zones d'emploi bretonnes.

Poursuite de la hausse de la demande d'emploi

Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité dans le mois (catégorie A) a augmenté de 2,9 % en Bretagne pour atteindre 159 700 personnes (*figure 3*). Cette hausse s'est infléchi par rapport à la croissance de l'année 2014 (+ 6,1 %). En France métropolitaine, l'augmentation est légèrement moindre (+ 2,4 %). Les quatre départements bretons enregistrent des hausses de la demande d'emploi de catégorie A. Avec une progression de 1,5 %, l'Ille-et-Vilaine est le seul département de la région à se situer

en dessous des moyennes régionale et nationale. Dans les autres départements, les hausses varient de 3,1 % dans le Finistère à 3,8 % dans le Morbihan.

Le nombre d'inscrits en catégories A, B ou C, c'est-à-dire y compris les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite dans le mois de référence, s'élève à 267 900 personnes, soit environ 16 000 de plus qu'en fin d'année 2014. La demande d'emploi globale a ainsi connu une hausse de 6,4 % sur un an, supérieure de 1,5 point au niveau national (+ 4,9 %). La hausse est plus importante pour les femmes (+ 7,3 %) que pour les hommes (+ 5,3 %). Au niveau départemental, les augmentations se situent entre 6,0 % dans les Côtes-d'Armor et le Finistère et 6,7 % en Ille-et-Vilaine. La progression est très légèrement inférieure à celle de l'année 2014 (+ 7,2 %), elle a notamment été plus modérée au cours du troisième trimestre.

Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée

Les difficultés persistantes sur le marché du travail rendent difficile le retour à l'emploi, impactant fortement la demande d'emploi de longue durée. Ainsi, 118 100 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories A, B ou C depuis plus d'un an. Leur nombre a augmenté de 13,1 % sur un an. En fin d'année 2015, les demandeurs d'emploi de longue durée représentent 44,1 % du total des demandeurs d'emploi, soit 2,6 points de plus qu'en 2014.

Comme ces dernières années, la dégradation affecte particulièrement les seniors. Fin 2015, la Bretagne compte 59 500 demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus inscrits en catégories A, B ou C. Leur effectif a ainsi augmenté de 10,5 % en un an (+ 9,1 % en 2014). Ils représentent ainsi 22,2 % de l'ensemble des demandeurs, soit 0,8 point de plus en un an.

La demande d'emploi des jeunes tend à se stabiliser. Au total, fin décembre, 43 000 personnes âgées de moins de 25 ans sont inscrites en catégories A, B ou C. En un an, leur effectif a augmenté de 2,4 %, soit 4 points de moins que pour l'ensemble des publics. Le nombre de jeunes inscrits en catégorie A diminue même sensiblement (- 1,8 %), grâce à un troisième trimestre plus favorable.

Hausse des bénéficiaires des mesures d'accompagnement et d'aides à l'emploi

Dans la continuité des deux dernières années, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés (*figure 4*) est en augmentation en 2015 en Bretagne, même si les entrées dans certains dispositifs se réduisent.

L'emploi d'avenir est un contrat d'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. En 2015, les entrées dans cette mesure, au nombre de 2 540, sont en baisse par rapport à 2013 et 2014 (années de déploiement). Mais du fait de la durée de ce type de contrat, pouvant aller jusqu'à 36 mois, le nombre de bénéficiaires continue de croître. Ainsi, 4 050 jeunes bénéficient de ce dispositif fin décembre 2015, ils étaient 3 770 un an auparavant.

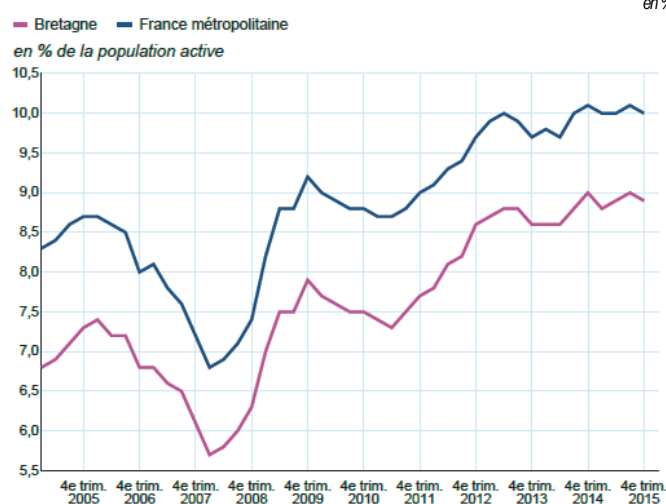
Le contrat unique d'insertion (CUI) est un contrat qui associe formation et aide financière pour faciliter l'embauche de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles d'accès à l'emploi. Dans le secteur marchand, le nombre d'embauches de contrats initiative emploi (CUI-CIE) a fortement augmenté, 4 280 recrutements, contre environ 1 800 entrées annuelles les deux années précédentes, sous l'effet du

nouveau dispositif CIE-starter consistant en une hausse de l'aide financière allouée pour l'embauche de jeunes de moins de 30 ans. Dans le secteur non marchand, malgré un recrutement en baisse (10 600 nouvelles entrées dans l'année en contrat d'accompagnement à l'emploi (CUI-CAE) faisant suite à 12 360 entrées en 2014), les bénéficiaires sont plus nombreux. Ils sont passés de 8 670 à 9 600 entre décembre 2014 et décembre 2015.

En ce qui concerne l'apprentissage, contrat de travail dont la spécificité est l'alternance de périodes en organisme de formation et de périodes de travail en entreprise, les recrutements sont en hausse en 2015 dans le secteur privé. Le nombre total d'entrées atteint 12 350, soit une hausse de 10,2 %. Dans le cadre du plan de relance de l'apprentissage pour former 500 000 apprentis d'ici à 2017, le gouvernement a mis en place différentes

mesures pour favoriser les embauches. Ainsi, la création au 1^{er} juin 2015 d'une aide, complétant les dispositifs existants, en faveur des très petites entreprises embauchant de jeunes apprentis et la simplification de la procédure d'embauche d'apprentis pour les travaux dits dangereux ont sans doute contribué à cette amélioration. ■

1 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

2 Taux de chômage par département

en % de la population active

	2014 T4	2015 T1	2015 T2	2015 T3	2015 T4 (p)	Évolution 2015T4/2014T4 (en points de %)
Côtes-d'Armor	9,2	9,1	9,2	9,2	9,2	0,0
Finistère	9,3	9,1	9,2	9,4	9,2	-0,1
Ille-et-Vilaine	8,2	8,1	8,0	8,1	8,0	-0,2
Morbihan	9,6	9,4	9,5	9,6	9,5	-0,1
Bretagne	9,0	8,8	8,9	9,0	8,9	-0,1
France métropolitaine	10,1	10,0	10,0	10,1	10,0	-0,1

p : données provisoires.

Notes : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

3 Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2015 (en milliers)		Évolution 2015/2014 (en %) (1)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	129,7	84,5	5,3	2,0
Femmes	138,2	75,2	7,3	4,0
Moins de 25 ans	43,0	25,4	2,4	-1,8
25 à 49 ans	165,4	95,4	6,0	2,0
50 ans ou plus	59,5	38,9	10,5	8,8
Inscrits depuis un an ou plus	118,1	nd	13,1	nd
Bretagne	267,9	159,7	6,4	2,9
France métropolitaine	5 551,7	3 638,5	4,9	2,4

nd : données non disponibles.

(1) : évolution de l'indicateur entre le 31/12/2014 et le 31/12/2015

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; DARES.

4 Nombre d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi

	2014	2015 (p)	Évolution 2015/2014 (en %)
Contrats en alternance			
Contrats de professionnalisation	nd	nd	///
Contrats d'apprentissage du secteur privé	11 208	12 351	10,2
Emplois aidés du secteur marchand			
Contrat unique d'insertion - Contrat initiative emploi (CUI-CIE)	1 841	4 283	132,6
Emplois d'avenir	461	419	-9,1
Emplois aidés du secteur non marchand			
Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)	12 355	10 596	-14,2
Emplois d'avenir	2 631	2 120	-19,4
Mesures d'accompagnement des jeunes			
Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)	7 525	5 433	///

p : données provisoires.

/// : absence de donnée due à la nature des choses.

Source : DARES.